

> américaine était en pleine expansion, d'où une forte hausse du PIB. Il s'est révélé qu'une grande partie des profits qui ont donné à ce secteur un tel poids étaient, en un sens, fictifs. Les pratiques de prêt des banquiers avaient engendré une bulle immobilière qui avait artificiellement augmenté les profits des institutions financières, donc les primes touchées par les banquiers. Dans une économie de marché idéale, une augmentation des profits est censée refléter une augmentation du bien-être de l'ensemble de la société, mais les revenus des banquiers contredisaient cette idée. Une grande partie de leurs profits provenaient de la détérioration de la situation des autres, comme lorsqu'ils se livraient à des pratiques abusives en matière de cartes de crédit ou lorsqu'ils manipulaient les taux d'intérêt des prêts interbancaires pour accroître leurs revenus.

UN SECTEUR FINANCIER DISPROPORTIONNÉ

Mais s'appuyer sur le PIB revenait à prendre au pied de la lettre ces chiffres gonflés, ce qui a convaincu les décideurs politiques que la meilleure façon de faire croître l'économie était de supprimer tout le reste des réglementations limitant le secteur financier. Les vieilles interdictions d'imposer des taux d'intérêt exorbitants pour profiter des personnes non averties ont été levées. En 2000, la loi *Commodity futures modernization act*, conçue pour garantir que les produits dérivés (des produits financiers risqués qui ont joué un rôle important dans la crise financière huit ans plus tard) ne seraient jamais réglementés, a été adoptée. En 2005, une loi sur les faillites a rendu plus difficile l'acquittement des dettes de ceux qui avaient du mal à payer leurs factures, et cela l'a rendu presque impossible pour ceux qui avaient contracté des prêts pour financer leurs études universitaires.

Au début des années 2000, quelque 40 % des bénéfices des entreprises provenaient du secteur financier. Cette proportion aurait dû signaler que quelque chose n'allait pas : un secteur financier efficace doit avoir de faibles coûts pour effectuer des transactions financières et doit donc être de petite taille. Le secteur financier aux États-Unis était, en revanche, énorme. La déréglementation du marché avait gonflé les bénéfices des banques, fait augmenter le PIB, mais, en fin de compte, provoqué aussi l'instabilité.

La bulle a éclaté en 2008. Les banques avaient émis des prêts hypothécaires sans discernement, en partant du principe que les prix de l'immobilier continueraient à augmenter. Lorsque la bulle immobilière a éclaté, l'économie a fait de même, chutant plus qu'elle ne l'avait jamais fait depuis l'après-guerre. Après le sauvetage des banques par le gouvernement américain (une seule entreprise, AIG, a reçu un

renflouement gouvernemental de 130 milliards de dollars...), le PIB s'est amélioré, ce qui a persuadé le président Barack Obama et la Réserve fédérale d'annoncer que nous étions sur la voie de la reprise. Mais comme 91 % des gains de revenu de 2009 à 2012 ont bénéficié au 1 % supérieur de la population, la majorité des Américains n'ont pas du tout profité de la reprise.

OPIOÏDES, OBÉSITÉ, OURAGANS...

Alors que les États-Unis sortaient lentement de la crise financière, d'autres crises ont retenu l'attention : les inégalités, le climat et les opiacés. Même si le PIB continuait d'augmenter, l'espérance de vie et d'autres indicateurs de la santé se sont détériorés. Les entreprises du secteur alimentaire ont développé et commercialisé, avec beaucoup d'ingéniosité, des aliments riches en sucre et addictifs, ce qui a augmenté le PIB mais multiplié les cas d'obésité et de diabète chez les enfants. La consommation excessive d'opioïdes, qui créent une dépendance, a provoqué un grand nombre de décès par surdose (quelque 60 000 en 2016), mais les bénéfices de Purdue Pharma et des autres acteurs malhonnêtes de ce drame ont augmenté le PIB.

En effet, les dépenses médicales résultant de ces problèmes sanitaires ont contribué à l'augmentation du PIB. En moyenne, un Américain dépense deux fois plus pour les soins de santé qu'un Français, mais il a une espérance de vie plus courte. De même, l'extraction du charbon semble stimuler l'économie bien qu'elle contribue au changement climatique. Si ce dernier aggrave l'impact d'ouragans tels que Harvey, les efforts de reconstruction contribuent aussi au PIB. Le chiffre du PIB a ainsi donné un vernis optimiste aux pires événements.

Ces exemples illustrent la déconnexion qui existe entre le PIB et le bien-être de la société et les nombreuses façons dont le PIB échoue à constituer une bonne mesure de la performance économique. La croissance du PIB avant 2008 n'était pas durable, et elle n'a pas duré. L'augmentation des bénéfices des banques qui semblait alimenter le PIB dans les années précédant la crise ne s'est pas faite uniquement au détriment du bien-être des nombreuses personnes victimes des pratiques du secteur financier, mais aussi au détriment du PIB dans les années suivantes. L'augmentation des inégalités a été, à tous égards, préjudiciable à notre société, mais le PIB célébrait les succès des banques. S'il est un événement qui a fait prendre conscience de la nécessité de trouver de nouveaux moyens de mesurer les performances économiques et les progrès de la société, c'est bien la crise de 2008.

La commission évoquée plus haut, dirigée par trois économistes (Amartya Sen, de l'université Harvard, Jean-Paul Fitoussi, de >

> Sciences Po, à Paris, et moi-même), a publié son premier rapport en 2009, juste après l'implosion du système financier des États-Unis. Nous avons souligné que mesurer une chose aussi simple que la proportion d'Américains qui pourraient avoir des difficultés à refinancer leurs prêts hypothécaires aurait permis de dissiper la fumée et les faux-semblants autour de la croissance économique effrénée qui avait précédé la crise, ce qui aurait peut-être permis aux décideurs politiques de contrer cette dernière. Plus important encore, la mise en place d'un éventail de mesures du bien-être actuel et de sa durabilité ainsi que l'attention portée à ces mesures permettraient de protéger les sociétés contre les chocs futurs.

Nous devons savoir si lorsque le PIB augmente l'endettement s'accroît ou les ressources naturelles s'épuisent; ces éléments peuvent indiquer que la croissance économique n'est pas durable. Si la pollution augmente en même temps que le PIB, la croissance n'est pas durable sur le plan environnemental. Un bon indicateur de la véritable santé d'une économie est la santé de ses citoyens, et si, comme aux États-Unis, l'espérance de vie diminue – ce qui était le cas avant même la pandémie actuelle –, cela devrait être inquiétant, quelle que soit la croissance du PIB. Si le revenu médian stagne alors même que le PIB augmente, cela signifie que les fruits de la croissance économique ne sont pas partagés.

UN TABLEAU DE BORD

Bien sûr, il aurait été intéressant de proposer un indicateur chiffré unique, une sorte de PIB amélioré, qui résumerait les performances d'une société ou même d'une économie. Mais comme pour le PIB lui-même, on perd trop d'informations précieuses en construisant un tel agrégat.

Supposons par exemple que vous soyez au volant de votre voiture. Vous voulez savoir à quelle vitesse vous roulez et vous regardez le compteur de vitesse. Il affiche 110 kilomètres par heure. Et vous voulez savoir jusqu'où vous pouvez aller sans refaire le plein de carburant, distance qui se révèle être de 350 kilomètres. Ces deux nombres sont précieux, car ils fournissent des informations qui orientent votre comportement. Mais supposons maintenant que vous formiez un simple agrégat en additionnant les deux nombres, avec ou sans facteurs de pondération. Que vous indiquerait un nombre comme 460? Absolument rien. Il ne vous indiquera pas si vous conduisez de manière imprudente ou si vous devez vous inquiéter de tomber en panne sèche.

C'est pourquoi nous avons conclu que chaque pays a besoin d'un tableau de bord, c'est-à-dire un ensemble de chiffres qui diagnostiqueraient les éléments essentiels de la



Avec un indicateur chiffré unique, on perd trop d'informations précieuses

société et de l'économie et aideraient à orienter celles-ci. Les décideurs politiques et les acteurs de la société civile devraient prêter attention non seulement à la richesse matérielle, mais aussi à la santé, à l'éducation, aux loisirs, à l'environnement, à l'égalité, à la gouvernance, à la participation à la vie politique, aux liens sociaux, à la sécurité physique et économique et à d'autres indicateurs de la qualité de vie.

Tout aussi important, les sociétés doivent veiller à ce qu'elles n'achètent pas ces «biens» au détriment de l'avenir. À cette fin, elles doivent s'efforcer de maintenir et d'accroître, dans la mesure du possible, leurs stocks de capital naturel, humain, social et physique. Nous avons également établi un programme de recherche pour explorer les liens entre les différentes composantes du bien-être et de la durabilité et développer de bonnes méthodes pour les mesurer.

Les préoccupations relatives au changement climatique et à l'augmentation des inégalités avaient déjà alimenté une demande mondiale pour de meilleurs indicateurs, et

notre rapport a cristallisé cette tendance. En 2015, un processus politique compliqué a abouti à l'établissement par les Nations unies de 17 objectifs de développement durable. Les progrès accomplis dans leur réalisation sont à mesurer par 232 indicateurs, qui reflètent les multiples préoccupations de gouvernements et sociétés civiles du monde entier. Mais tant de chiffres ne sont pas utiles, à notre avis : à force de regarder les arbres, on peut perdre de vue la forêt. Au lieu de cela, un autre groupe d'experts, présidé par Jean-Paul Fitoussi, Martine Durand (jusque récemment statisticienne en chef de l'OCDE) et moi-même, a recommandé que chaque pays instaure un dialogue démocratique solide pour mettre au jour les aspects qui préoccupent le plus ses citoyens.

Un tel dialogue montrerait presque certainement que pour la plupart d'entre nous, qui vivons dans des économies très développées, les principaux soucis sont notre bien-être matériel, notre santé, l'environnement qui nous entoure et nos relations avec les autres. Nous voulons bien faire aujourd'hui, mais aussi à l'avenir. Nous nous soucions de la manière dont les fruits de notre économie sont partagés : nous ne voulons pas d'une société où quelques personnes au sommet possèdent tout tandis que les autres vivent dans la pauvreté.

Le choix des indicateurs peut varier dans le temps et d'un pays à l'autre. Les pays où le chômage est élevé voudront suivre l'évolution de cette variable ; ceux où les inégalités sont fortes voudront examiner leur devenir. Néanmoins, comme les gens veulent généralement savoir comment ils se situent par rapport aux autres, nous avons recommandé que les pays développés, au moins, partagent cinq à dix indicateurs communs.

Le PIB serait l'un d'entre eux. Il en serait de même pour une mesure des inégalités ou un indicateur de la situation d'un individu ou d'un foyer typique. Au fil des ans, les économistes ont formulé une série d'indicateurs d'inégalité, chacun reflétant une dimension différente du phénomène. Il se pourrait bien que les sociétés où l'inégalité est devenue particulièrement problématique aient besoin de chiffres reflétant la profondeur de la pauvreté en bas de l'échelle et les excès de richesse en haut. Pour moi, il est particulièrement important de savoir ce qu'il advient du revenu médian, le revenu de la personne qui est exactement au milieu de la distribution ; aux États-Unis, le revenu médian a à peine changé depuis des décennies, alors que le PIB a augmenté.

L'emploi est souvent utilisé comme un indicateur de la performance macroéconomique : une économie où le taux de chômage est élevé n'utilise manifestement pas bien toutes ses ressources. Mais dans les sociétés où le travail rémunéré est associé à la dignité, l'emploi est

une valeur à part entière. Parmi les autres éléments du tableau de bord figureraient des indicateurs de dégradation de l'environnement (par exemple, la qualité de l'air ou de l'eau), de durabilité économique (endettement), de santé (espérance de vie) et d'insécurité.

L'insécurité a des dimensions à la fois subjectives et objectives. Il est possible de conduire des enquêtes sur le sentiment d'insécurité des personnes, c'est-à-dire à quel point elles s'inquiètent face aux risques d'événements néfastes ou à quel point elles se sentent prêtes à faire face à un choc. Mais on peut aussi considérer la probabilité qu'une personne tombe sous le seuil de pauvreté au cours d'une année donnée.

Et certains éléments du tableau de bord pourraient être des variables « intermédiaires », c'est-à-dire des aspects que nous pouvons ne pas valoriser en soi mais qui donnent une idée de la manière dont une société fonctionnera à l'avenir. L'une de ces variables est la confiance. Les sociétés où les citoyens font confiance à leur gouvernement et à autrui pour « faire ce qu'il faut » ont tendance à être plus performantes. En fait, les pays où les habitants ont un niveau de confiance plus élevé, comme le Vietnam et la Nouvelle-Zélande, ont fait face à la pandémie de Covid-19 bien plus efficacement que, par exemple, les États-Unis, où le niveau de confiance a diminué depuis l'ère Reagan.

DES OUTILS QUI SERAIENT UN MEILLEUR GUIDE

Depuis que nous avons entamé nos travaux sur les indicateurs de bien-être, il y a une douzaine d'années, j'ai été étonné de la résonance qu'ils ont eue. L'attention portée à de nombreux éléments du tableau de bord a imprégné l'élaboration des politiques partout dans le monde. Tous les trois ans, l'OCDE organise une conférence internationale réunissant des organisations non gouvernementales, des statisticiens nationaux, des responsables gouvernementaux et des universitaires pour faire avancer le programme de « bien-être », la dernière en date étant le forum tenu en Corée du Sud en novembre 2018, qui a réuni des milliers de participants.

Lors de la prochaine conférence, la crise mondiale qu'un virus a précipitée sera certainement à l'ordre du jour. Il faudra peut-être des années, voire des décennies, pour en saisir toute l'ampleur. Pour se remettre de cette calamité et guider les sociétés complexes à travers les crises encore plus dévastatrices qui se profilent à l'horizon – un changement climatique catastrophique et l'effondrement de la biodiversité –, il faudra, à tout le moins, un excellent système de navigation. Pour paraphraser l'OCDE : nous avons mis au point les outils qui nous aideraient à mieux conduire. Il est temps de les utiliser. ■

BIBLIOGRAPHIE

OCDE, **Comment va la vie ? 2020 : Mesurer le bien-être**, OCDE, 2020 (<https://doi.org/10.1787/ab72c502-fr>).

J. E. Stiglitz, J.-P. Fitoussi et M. Durand, **Measuring What Counts : The Global Movement for Well-Being**, New Press, 2019.

J. E. Stiglitz, **People, Power, and Profits : Progressive Capitalism for an Age of Discontent**, W. W. Norton, 2019.

J. E. Stiglitz, A. Sen et J.-P. Fitoussi, **Mismeasuring Our Lives : Why GDP Doesn't Add Up**, New Press, 2010.